



Unis-Cité, l'association pionnière du Service Civique en France, se félicite des récentes déclarations du Président Hollande et de la Ministre Najat Vallaud-Belkacem, et appelle le gouvernement à statuer au plus vite sur les propositions formulées par François Chérèque, afin que la mobilisation de 100 000 jeunes en Service Civique par an ne reste pas qu'un vœu pieu.

Unis-Cité, l'association qui a servi d'inspiration et de modèle au lancement du service civil volontaire en 2005 et du service civique en 2010, ne peut que se réjouir que le Président Hollande soit venu confirmé, mercredi 16 Juillet, les récentes annonces de la Ministre Najat Vallaud Belkacem annonçant 100 millions d'euros supplémentaires pour le service civique « d'ici 2017 », et confirmer doré et déjà certaines des propositions formulées par François Chérèque dans son rapport sur l'avenir du Service Civique, notamment l'ouverture aux jeunes du Service Civique, des droits ouverts par la Carte Etudiant.

Le Service Civique, qui connaît un engouement sans précédent chez les jeunes, et pourrait aisément être multiplié par 5 comme il l'est en Allemagne par exemple, est aujourd'hui bloqué dans son développement par les contraintes budgétaires. Les 100 millions d'euros supplémentaires annoncés par la Ministre sur le budget Jeunesse (ligne 163) et rappelés par le Président Mercredi dernier, dans cette période de restriction budgétaire, démontrent une réelle volonté du gouvernement de monter en puissance ce dispositif qui a fait ses preuves, et d'atteindre les 100 000 jeunes par an d'ici 2017, tels qu'annoncés depuis le début du mandat du Président Hollande.

Rappelons que si cet objectif est partagé par tous, et notamment par les associations qui se sont fortement mobilisées depuis plusieurs années, il l'est avec une certaine vision du service civique : celle d'un service civique « étape de vie », d'une durée suffisamment longue pour être formatrice dans la vie des jeunes, suffisamment encadrée pour que les jeunes mènent des missions utiles à l'intérêt général, mais aussi une expérience utile pour eux, et, comme le rappelle le Président lui-même, que cette expérience soit accessible à tous, et notamment aux jeunes les plus éloignés : les jeunes de faibles niveaux de qualification, déjà exclus de bien d'autres parcours, et qui ne devraient pas, en plus, se retrouver exclus de la possibilité de s'engager... D'autant que le service civique se doit d'être une étape de mixité et de brassage social et culturel : les actualités récentes nous montrent de manière terrible à quel point il y a urgence à reconstruire notre sentiment d'appartenance à une destinée commune dans notre pays. Le service civique, s'il est bien conçu et très massivement développé, peut très fortement y contribuer. Faut-il atteindre les objectifs annoncés.

Alors qu'en est-il de la feuille de route pour l'application des propositions formulées dans le rapport de François Chérèque ? Qu'en est-il de la contribution des différents ministères au financement des 430 millions annuels nécessaires à la « base Etat » du financement du Service Civique (qui, pour mémoire, ne couvre en gros que les indemnités et la couverture sociale des jeunes) ? Sachant que les associations, collectivités locales, établissements publics d'accueil, pourront eux prendre à leur charge, avec le soutien d'entreprises citoyennes, les coûts liés à l'accompagnement et à la formation des jeunes, notamment les plus éloignés et les moins formés, d'autant plus si les ministères de l'emploi et de l'éducation les y aident comme le suggère François Chérèque ?

Le Service Civique doit devenir une étape naturelle dans l'éducation et la vie de tous nos jeunes. Notre société en a plus que jamais besoin et notre jeunesse a montré qu'elle était prête. Que sont 430 millions d'euros, face à l'impact de 100 000 jeunes remobilisés chaque année, de 100 000 jeunes ayant regagné espoir en leur capacité à faire bouger la société ? Que sont 430 millions face à l'impact que ces 100 000 jeunes pourraient avoir chaque année dans le combat pour la transition énergétique, contre l'isolement des personnes âgées, l'exclusion des plus fragiles, ou la prévention de l'échec scolaire ?

Contacts :

Marie Trelle-Kane, présidente fondatrice : +33663844398

Caroline Neyron, directrice programmes : +33686563454

Etienne Maier, DR: +33698563899